

## Chambre des Représentans.

---

### Commission des Pétitions.

---

FEUILLETON N° 5. — SESSION DE 1833 - 1834.

---

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du livre des  
pétitions.

M. POSCHET, 1<sup>er</sup> rapporteur.

1. 166. Par pétition en date du 29 janvier 1834,  
Le sieur P. Dewindt, cultivateur à Bouchaut, demande que la Chambre étende le rayon de la douane belge au-delà de son habitation, et qu'elle comprenne dans ce rayon tout le territoire occupé par les Belges, dans les polders Clara et Isabelle et aussi permette l'entrée libre dans la Belgique de ses bestiaux et de tous les autres produits de son exploitation. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances avec demande d'explication.
2. 494. Par pétition en date du 23 septembre 1833,  
Plusieurs négocians en vins et liqueurs de Gand, proposent diverses modifications à la loi et au tarif sur les eaux-de-vie. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.
3. 152. Par pétition en date du 15 janvier 1834,  
Plusieurs portefaix et ouvriers de Namur exposent leur misère et demandent que la Chambre avise aux moyens de leur donner du travail. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
4. 155. Par pétition en date du 20 janvier 1834,  
Le sieur Everart, de Ligny, adresse des observations sur le système actuel des poids et mesures. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Seron.
5. 156. Par pétition non datée,  
Plusieurs habitans de Liège adressent des observations sur le système actuel des poids et mesures. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Seron.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|---------------------------------------|--|
| 6.                           | 146.                                  | Par pétition en date du 11 janvier 1834,<br>Les administrateurs du polder de Lillo adressent des réclamations contre le projet de loi sur les indemnités. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.   |
| 7.                           | 141.                                  | Par pétition en date du 8 janvier 1834,<br>Plusieurs habitans d'Anvers, victimes des dégâts causés par le bombardement de 1830, se plaignent de ce que le projet de loi relatif aux indemnités ne soit pas de principe équitable pour les pertes mobilières. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.  |
| 8.                           | 499.                                  | Par pétition en date du 25 septembre 1832,<br>Deux courtiers de navires d'Ostende signalent des infractions aux divers articles du Code de commerce relatifs aux courtiers. — Concl. — Renvoi au Ministre de la justice.   |
| 9.                           | 91.                                   | Par pétition non datée,<br>Le sieur A. Descrime, négociant à Mons, adjudicataire de diverses fournitures militaires pour la garde civique, le 6 juin 1831, réclame une indemnité pour ses approvisionnemens, et demande que la Chambre alloue un fonds à cet effet. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 10.                          | 485.                                  | Par pétition en date du 16 septembre 1833,<br>Le sieur N.-L. Dumont, de Liège, ex-receveur de contributions, réclame un secours. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 11.                          | 133.                                  | Par pétition en date du 11 janvier 1834,<br>Plusieurs maîtres de roulage de Namur réclament, dans l'intérêt de leur industrie, un traité de commerce avec la France et la Hollande. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.  |
| 12.                          | 473.                                  | Par pétition en date du 11 décembre 1833,<br>Le sieur J. Digaud fils, de Hasselt, demande que le gouvernement mette le département des finances à même de procéder au remboursement des cautionnemens, au taux de leur valeur représentative. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du budget de la dette publique.  |
| 13.                          | 163.                                  | Par pétition en date du 22 janvier 1834,<br>Les administrateurs du bureau de bienfaisance et de la fabrique de l'église de Beaumont, demandent que la Chambre adopte une disposition qui proroge le délai fixé par l'art. 2262 du Code civil, relatif au renouvellement des titres de créance. — Concl. — Renvoi au Ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignements.<br><br>M. DE PUYDT, 2 <sup>e</sup> rapporteur. |
| 14.                          | 123.                                  | Par pétition non datée,<br>Le sieur Charon, entrepreneur à Bruxelles, demande que la   |

- Chambre autorise M. le Ministre de la guerre , à lui accorder une indemnité égale à la perte qu'il a essuyée, ensuite d'événemens imprévus. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
15.      132.      Par-pétition en date du 16 janvier 1834,  
La dame Stéphanie Mage, épouse Lenoir, à Jenmape, dont le mari s'est engagé, demande sa radiation des cadres de l'armée. — Concl. — Ordre du jour.
16.      147.      Par pétition en date du 25 janvier ,  
Le sieur J.-B. Deweerdt, ancien militaire à Hemixem, demande une pension. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
17.      134.      Par pétition en date du 14 janvier ,  
Le sieur Rimbaut, chevalier de la Légion-d'Honneur, à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un duplicata de son brevet de légionnaire, et lui fasse obtenir l'arriéré de sa pension. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier.
18.      452.      Par pétition en date du 24 août 1833,  
Treize réfugiés italiens à Bruxelles réclament pour eux les mêmes subsides que ceux alloués par le gouvernement à l'émigration polonaise. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
19.      117.      Par pétition en date du      janvier 1834,  
Le sieur De Garcia de la Vegas, propriétaire à Flottoys près Namur, se plaint de l'emplacement des barrières, sur la route d'Andennes à Cincy. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignemens.
20.      115.      Par pétition en date du 27 décembre 1833,  
Trois propriétaires de moulins, dans les environs de Venloo, demandent une expertise pour les indemniser de leurs pertes depuis 1830, ensuite de l'inactivité où se sont trouvées leurs usines. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
21.      112.      Par pétition non datée ,  
La dame veuve de Prins, de Bruxelles, dont le mari est mort à la suite des blessures qu'il a reçues en septembre, réclame la pension à laquelle elle a droit. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
22.      110.      Par pétition en date du 30 décembre 1833,  
Le sieur de Robaulx, d'Hantès-Wibéries (Hainaut), réclame des modifications au système financier, relativement aux droits d'entrée sur les ardoises. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
23.      111.      Par pétition en date du 14 décembre 1833,  
Le sieur P.-J. Baudalet, de Bouffioux (Hainaut) réclame la même

modification à la loi du 8 janvier 1824, que le sieur de Robaulx.  
— Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

24.      106.      Par pétition en date du 16 décembre 1833,  
Le sieur G. Vernier, capitaine de cavalerie en non-activité à Tournay, admis à la pension supplémentaire des Indes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de cette pension. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
25.      103.      Par pétition en date du 26 décembre 1833,  
Le sieur Obert, fabricant de soieries à Bruxelles, demande que le Chambre modifie le tarif des douanes sur l'industrie sétifère, et adresse quelques observations relatives à cette industrie. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.
26.      94.      Par pétition en date du 18 décembre 1833,  
Le comité pour les réfugiés politiques, à Bruxelles, demande qu'il soit alloué, au budget de la guerre, une somme pour subvenir aux besoins des réfugiés. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
27.      474.      Par pétition en date du 2 septembre 1833,  
Les délégués de l'administration cantonale de Vandrin (Liège) s'élèvent contre la résolution de l'administration du cadastre, de recommencer ses opérations d'une révision. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances avec demande d'explications.
28.      58.      Par pétition en date du 24 novembre 1833,  
Le conseil charbonnier, pour le bassin houiller de Charleroy, réclame contre l'illégalité de l'assiette de l'impôt qui pèse sur les exploitations. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.  
  
M. SCHAEETZEN, 3<sup>e</sup> rapporteur.
29.      430.      Par pétition en date du 3 août 1833,  
Plusieurs raffineurs de sel d'Anvers, Boom, Malines, etc., se plaignent de ce que, par arrêté du 7 septembre 1833, la faculté d'exporter le sel par terre avec restitution des droits a été restreinte aux bureaux de Quiévrain, Henri-Chapelle et Francor-Champs. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances avec demande d'explications.
30.      107.      Par pétition en date du 12 décembre 1833,  
Plusieurs raffineurs de sel, de St.-Nicolas, demandent une nouvelle loi sur le sel, et indiquent des modifications qu'ils croient devoir être introduites dans la législation sur cette matière. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et dépôt au bureau des renseignements.

- Par pétition en date du 24 novembre 1833,  
Quatre raffineurs de sel de la ville d'Ypres demandent que les droits actuellement existans soient réduits d'un quart, et que l'usage de l'eau de mer ne soit permis qu'à la charge d'un impôt proportionné aux bénéfices qui résultent de l'emploi de ce liquide. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignemens.
32. 39. Par pétition en date du 19 novembre 1833,  
Le sieur Pardon, raffineur de sel à Tirlemont, demande que la Chambre s'occupe d'une loi sur le sel, et indique quelques changemens qu'il croit devoir être introduits dans la nouvelle loi. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignemens.
31. 33. Par pétition en date du 6 janvier 1834,  
Plusieurs fabricans d'huile, de Courtrai et des environs, demandent que les huiles de balcine, importées par navires étrangers, soient imposées aux mêmes droits que les huiles de colza, et que les graines oléagineuses soient imposées à des droits de sortie égaux aux droits d'entrée que perçoivent les pays limitrophes sur les huiles venant de la Belgique. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
34. 7. Par pétition en date du 10 septembre 1833,  
Quatorze fabricans d'huile, du Hainaut et de la Flandre orientale, demandent que, dans le traité de commerce à intervenir avec la France, on stipule la faculté d'introduire dans ce pays les huiles de la Belgique. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
35. 34. Par pétition en date du 25 novembre 1833,  
Plusieurs fabricans de tuiles, de Boom, Niel et Rumpst, demandent une augmentation de droits à l'entrée des tuiles hollandaises ou leur prohibition. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
36. 482. Par pétition en date du 15 novembre 1833,  
Le sieur Corr-Vandermaesen, négociant à Bruxelles, demande une révision de la partie de la loi des douanes du 26 août 1822, relatives à la préemption. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.
37. 31. Par pétition en date du 28 octobre 1833,  
Le sieur Roland, fabricant-lampiste à Liège, demande que les droits d'entrée sur les produits étrangers de cette industrie soient portés à dix pour cent, et communique des observations sur les préemptions. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.
38. 105. Par pétition en date du 27 décembre 1833,  
La Chambre de commerce de Liège transmet à la Chambre copie

d'une lettre adressée par elle à M. le Ministre des finances, par suite de l'avis par lui demandé touchant la proposition de majorer les droits d'entrée sur les denrées coloniales. — Concl. — dépôt au bureau des renseignements.

39. Par pétition en date du 15 janvier 1834,  
Le sieur Colinet, de Gand, propose un nouveau système d'organisation des employés de la douane. — Concl. — Ordre du jour.
40. 74. Par pétition en date du 5 décembre 1833,  
Plusieurs cultivateurs de Breedene (Flandre occidentale), signalent le malaise dans lequel ils se trouvent par le bas prix des grains, et demandent une augmentation des droits sur les céréales qui viennent de l'étranger. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.
41. 158. Par pétition en date du 10 janvier 1834,  
Plusieurs négocians en huile d'Alost, demandent que l'huile de baleine soit frappée à l'entrée d'un droit égal à celui que paient les huiles de graines. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances et à la commission d'industrie.
42. 162. Par pétition en date du 26 janvier 1834,  
Plusieurs notaires de la Flandre occidentale demandent une disposition législative qui lève la difficulté résultant de la loi du 22 décembre 1828, relativement à la radiation des inscriptions hypothécaires. — Concl. — Renvoi au Ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignements.
43. 119. Par pétition non datée,  
Un grand nombre de porteurs de houille de la ville de Gand exposent leur position précaire et prient les Chambres d'y porter remède. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et à la commission d'industrie.
44. 164. Par pétition en date du 15 janvier 1834,  
Les professeurs de l'école de médecine de Bruxelles demandent l'établissement d'un jury général, destiné à la création de docteurs en médecine et en pharmacie. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et dépôt au bureau des renseignements.